

Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide, inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique

Sous la direction de
Ahmadou Aly Mbaye et Brahim Boudarbat

Presses universitaires de Dakar

**© Presses universitaires de Dakar
Dakar (Sénégal)
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays**

Dépôt légal : Mai 2024

**ISBN : 978-2-494601-24-6
EAN : 9782494601246**

Table des matières

Contributeurs.....	7
Remerciements	9
Introduction.....	11
Chapitre 1 : Politiques publiques et ciblage des populations vulnérables en Afrique dans un contexte de crise sanitaire	21
Chapitre 2 : Effets des mesures d’endiguement de la Covid19 sur le secteur informel au Sénégal.....	39
Chapitre 3 : Le secteur informel au Bénin face à la pandémie de la Covid-19 : Effet et stratégies d’adaptation.....	61
Chapitre 4 : Ciblage des politiques publiques et dynamique d’inclusion et de résilience des UPI au Cameroun en contexte de Covid-19 : sous le prisme de l’effectuation et de l’acteur stratégique.....	83
Chapitre 5 : Précarité des emplois et difficultés du secteur informel au Maroc : les enseignements d’approches complémentaires.....	111
Chapitre 6 : Les facteurs de résilience en cas de chocs exogènes comme la Covid-19 : Une analyse empirique à partir de firmes dans des pays sélectionnés	125
Chapitre 7 : Effets de la crise de Covid-19 sur le tissu productif au Sénégal	145
Chapitre 8 : Efficacité dans la riposte anti COVID-19 : les dépenses publiques en santé et la gouvernance en temps de crise sont-elles pertinentes ?	165
Chapitre 9 : Stratégies d’adaptation des entreprises informelles au Bénin face à la COVID-19 selon le genre	185
Chapitre 10 : Analyse genre de l’impact de la pandémie du Covid-19 sur le secteur informel	205
Chapitre 11 : Impact de la Covid-19 sur l’entrepreneuriat des femmes du secteur informel au Sénégal	219
Chapitre 12 : Effet du leadership féminin sur la situation des entreprises du secteur informel en période de Covid-19 : cas du Sénégal.....	237
Chapitre 13 : Leadership féminin dans les entreprises en République démocratique du Congo. Co-inspiration entre des entreprises classiques et sociales	259
Chapitre 14 : Impact de la perception des bénéficiaires sur l’efficacité de la politique publique de mise en stage en Côte d’Ivoire	277

Chapitre 15 : Effets des politiques actives du marché du travail sur la durée de chômage des jeunes en Côte d'Ivoire.....	297
Chapitre 16 : Employabilité des jeunes, gouvernance et croissance économique en Afrique.....	321
Chapitre 17 : Modèles d'optimisation des recettes fiscales : Cas du Modèle du Partenaire Fiscal Intégré (PFI) appliqué au secteur informel camerounais.....	341
Chapitre 18 : L'évasion fiscale dans le secteur informel au Sénégal à l'ère de la pandémie de la COVID-19 : essai d'analyse.....	363
Chapitre 19 : Impact de mobile money sur le bien-être des ménages en Afrique de l'Ouest : cas du Togo	383

Contributeurs

Ahmadou Aly MBAYE, professeur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Brahim BOUDARBAT, professeur titulaire à l'Université de Montréal

Assane BEYE, Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement, LAPD-WASCAL-UCAD

Khadry Yama SARR, Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement, LAPD-WASCAL-UCAD

Abdou Khadre DIENG, Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement, LAPD-WASCAL-UCAD

Mohamed Ben Omar NDIAYE, Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement, LAPD-WASCAL-UCAD

Jaurès C. AMEGNAGLO, Université Nationale d'Agriculture, Bénin

Armel M. G. NONVIDE, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Boris O. K. LOKONON, Université de Parakou, Bénin

Augustin F. C. CHABOSSOU, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Alastaire S. ALINSATO, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Marie Thérèse UM-NGOUEM, Professeure et doyenne honoraire, GEREÀ- Université de Douala- Cameroun

Albin BEND, GEREÀ- Enseignant Associé Université de Douala, Directeur du Centre des Œuvres Universitaires, Institut Catholique Saint Jérôme, Douala- Cameroun

Fouzi MOURJI, Professeur d'économétrie appliquée à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Hassan II, Casablanca, Maroc

Lucie SABIN, Doctorante, University College London, Londres, Royaume-Uni

Pokou Edouard ABOU, Enseignant-Chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

Antoine N'GRATIER, Enseignant-Chercheur, Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire

Clément Kouadio KOUAKOU, Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire

Sylvain Kouassi ASSIENIN, Doctorant, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

Adama SOW BADJI, Enseignante-chercheur, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Waoundé DIOP, Enseignante-chercheur, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Seydou Nourou NDIAYE, Enseignant-chercheur, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Awa TRAORE, Enseignante-chercheur, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Alain L. BABATOUNDÉ, Enseignant chercheur, Département d'Economie, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Symphorien ZOGBASSÈ, Chercheur Associé, Laboratoire d'économie publique, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Ahoéfa Améyo AMENOU DJI, Doctorante, Université de Lomé, Togo

Assane BEYE, Enseignant Chercheur, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Kwami Ossadzifo WONRYA, Enseignant Chercheur, Université de Kara, Togo

Yvette ONIBON DOUBOGAN, Professeure titulaire, Enseignante chercheur, Université de Parakou, Bénin

Boni Florent TASSO, Assistant, Université d'Abomey-Calavi

Mame Asta Gueye, Enseignante vacataire, Faculté des Sciences économiques et de Gestion, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Ndèye Téning NDIAYE, Doctorante, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Fatima Zahra MADHAT, Professeure, Université Sidi Mohamed Ben Abdallah de Fès, Maroc

Abou KANE, Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Nosta MUKIRANIA KAHAMBU, Professeure associée, Université Catholique du Graben (UCG)-Butembo, République démocratique du Congo

Akrassi Kouakou Evrard KOUAME, Enseignant-chercheur à l'UFR Sciences Economiques et de Gestion, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Andoh Régis Vianney YAPO, Enseignant-chercheur à l'UFR Sciences Sociales, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Kouadio Clément KOUAKOU, Enseignant-chercheur à l'UFR Sciences Economiques et de Gestion, Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB), Directeur du Centre de Recherches Microéconomiques du Développement (CREMIDE), Côte d'Ivoire

Kouadio Clément KOUAKOU, Enseignant-Chercheur, Directeur du CREMIDE, Département d'Economie, Université Félix-Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Gnépa Ange HOLO, Chercheur au CREMIDE, Département d'Economie, Université Félix-Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Monnet Patrick GBAKOU, Enseignant-Chercheur, Chercheur au CREMIDE, Département d'Economie, Université Félix-Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Bingainkiya NANTOB, Enseignant, Université de Lomé, Togo

Goumboundi Aboubakar TANKPAN, Economiste financier, Présidence de l'Université de Lomé, Togo

Boniface Bounoung FOUDA, Maître de Conférences à l'Université de Yaoundé 2-Soa/IRIC, Chef de la Section recherche à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun,

Claude Aline ZOBO, Chargée de cours à l'Université de Yaoundé 2-Soa/IRIC ; Chargée du suivi de la Revue camerounaise d'études internationales à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun

Moctar GASSAMA, Doctorant, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Fatima Zahra MADHAT, Professeure, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, Maroc

Pikabe DONI, Doctorant en Economie à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG), Université de Lomé, Togo

Abdou Khadre DIENG, Enseignant-Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG), Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, Sénégal

Mawuli Kodjovi COUCHORO, Enseignant-Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Lomé, Togo

Remerciements

Les directeurs de l'ouvrage souhaitent remercier sincèrement les chercheurs suivants pour leur participation à l'évaluation des textes publiés dans le présent ouvrage et pour leurs commentaires et suggestions hautement appréciés :

- Amal Amatullah Manaar Sere
- Idosso Marius Adom
- Salwa Bahyaoui
- Meryem Chiadmi
- Yvette Onibon Doubogan
- Sliman Mounia
- Nosta Mukirania Kahambu
- Oumarou Faroukou Djibo
- Houda Hakim Guermazi
- Alhassane Garba
- Edouard Pokou Abou
- Sourour Ramzi
- Imen Jaouadi
- Kawther Alimi
- Ali Béjaoui
- Mamadou Laye Ndoye
- Ndèye Faty Sarr
- Ousmane Mariko
- Kadio Eric Kadio
- Aimé Kocou Dadeignon
- Tangara Mahamadou Bassirou
- Justin Kamavuako Diwavova
- Abdouraman Boubakari
- Claude Sumata
- Mame Cheikh Anta Sall
- Nouzha Zaoujal
- Claude Aline Zobo

Ils tiennent également à remercier Madame Amal Amatullah Manaar Sere qui a agi comme assistante de recherche.

Les idées et opinions exprimées dans les chapitres n'engagent que les auteurs de ces chapitres. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

Ahmadou Aly Mbaye & Brahim Boudarbat

Au début de 2020, le monde a vécu au rythme de la pandémie de Covid-19 qui a affecté des centaines de millions de personnes partout dans le monde dont plus de 7 millions en sont décédés¹. L'Afrique n'était pas en reste même si les statistiques officielles laissent croire que la catastrophe qui y a été annoncée au début de la pandémie n'a pas eu lieu. Mais ces statistiques semblent sous-estimer largement la réalité de la pandémie sur le terrain. À en croire l'OMS, le nombre réel de cas de Covid-19 en Afrique serait sept fois plus élevé que les chiffres officiels rapportés par les autorités sanitaires.

Aujourd'hui, la Covid-19 n'est plus considérée comme une urgence internationale, mais force est de constater qu'elle a eu un impact majeur sur les économies mondiales à cause des mesures de confinement et de distanciation adoptées par les gouvernements pour freiner la propagation du virus. En Afrique, cet impact a été exacerbé par la forte dominance des activités informelles et la quasi-absence de filets de sécurité sociaux. En effet, les moyens de subsistance d'une grande partie de la population, notamment les femmes, ont été durement affectés, les rendant davantage vulnérables.

Les actions économiques et sociales mises en place pour réduire ces impacts ont été limitées en raison des contraintes budgétaires serrées dans la plupart des pays africains. Par exemple, dans la région subsaharienne, les mesures budgétaires liées à la pandémie n'ont représenté en moyenne que 2,6 % du PIB en 2020, contre 7,2 % dans les pays développés². Dans ce contexte de rareté des ressources et de prédominance de l'économie informelle, la question du ciblage revêt une grande importance pour les politiques publiques en période de crise.

Cette question a été au cœur d'un projet réalisé par le Laboratoire d'analyse des politiques de développement (LAPD) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar grâce à un financement du Centre de recherches pour le développement économique (CRDI). Le projet a couvert quatre pays relevant de trois régions différentes d'Afrique : Bénin et Sénégal (Afrique de l'Ouest), Cameroun (Afrique centrale) et Maroc (Afrique du Nord). Il a permis d'évaluer l'impact de la pandémie sur le secteur informel dans les pays en questions et l'efficacité des mesures prises par leurs gouvernements pour atténuer cet impact et assurer la reprise économique.

Les résultats de ce projet ont été présentés à la 2^e Conférence économique internationale de Dakar (CEID), organisée par l'UCAD les 2 et 3 mai 2023 en partenariat avec le CRDI. Près de deux cents panélistes et conférenciers d'une vingtaine de pays ont participé à cette conférence dont le thème central était « Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide, inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique ». Les présentations et discussions ont été particulièrement riches et ont permis de faire le bilan de la pandémie de COVID-19 en Afrique et de ses impacts sur l'économie et les populations et de discuter des principaux piliers pour bâtir une économie plus résiliente face à des chocs futurs. Elles ont également porté sur d'autres sujets qui sont d'intérêt pour un développement durable et inclusif qui répond aux aspirations des jeunes et femmes en Afrique.

-
1. Site de l'OMS : <https://data.who.int/dashboards/covid19/cases?n=c>. John Hopkins University & Medicine, qui était la principale source de données sur la pandémie de COVID-19, a arrêté de collecter ces données le 10 mars 2023 (<https://coronavirus.jhu.edu/map.html>).
 2. FMI : Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne : Faire face à une longue pandémie <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/04/15/sp041521-opening-remarks-by-abebe-aemro-selassie>

Le présent ouvrage est un recueil d'une sélection de communications faites lors de la 2^e CEID³. Il est constitué de cinq parties. Les trois premières parties sont consacrées à l'analyse de l'économie face à la pandémie de Covid-19, ainsi qu'aux restrictions découlant de la riposte contre sa propagation. Les deux dernières parties portent sur d'autres enjeux importants pour l'Afrique tels que la fiscalité, l'employabilité des jeunes et le numérique.

La première partie analyse les effets de la pandémie de Covid-19 sur le secteur informel en Afrique. Dans certains pays de l'Afrique subsaharienne, ce secteur représente plus de 90 % de l'emploi total⁴. Ses travailleurs n'en demeurent pas moins vulnérables étant donné la faible productivité du secteur, le surpeuplement, la difficulté de réglementation ainsi que l'absence de protection sociale. Aussi s'attendait-on à un effet négatif de la pandémie aggravé par les mesures mises en place dans le cadre de la riposte sur le secteur informel. En plus d'évaluer cet effet, cette première partie s'intéresse aux stratégies d'adaptation adoptées par les entreprises ainsi que les mesures d'accompagnement mises en place par le gouvernement pour pallier les effets économiques de la riposte.

On retient que les entreprises du secteur informel ont été durement affectées notamment par une réduction du nombre d'heures de travail, une baisse des interactions avec la clientèle ainsi qu'une baisse de la production/vente. Ces éléments se sont aggravés pour certaines entreprises jusqu'à la perte de la clientèle ou des fournisseurs et la cessation temporaire ou définitive d'activité. Pour ce qui est des mesures palliatives des gouvernements, de manière générale, le secteur informel n'en a que très peu bénéficié.

Dans le premier chapitre, Ahmadou Aly Mbaye et Brahim Boudarbat présentent les grandes lignes du projet piloté par le LAPD et financé par le CRDI ainsi qu'un résumé des quatre rapports-pays auxquels il a donné lieu. Le projet a permis d'évaluer l'impact de la pandémie sur le secteur informel dans quatre pays africains francophones et les stratégies de résilience adoptées par les unités de ce secteur face à la faiblesse du soutien des gouvernements. La vulnérabilité des travailleurs du secteur a été exacerbée par les mesures de distanciation et de confinement qu'a suscité la Covid-19. Ces mesures ont privé des millions de personnes de leurs moyens de subsistance sans que rien ne (ou très peu) leur ait été offert en échange, et les femmes ont été touchées plus que les hommes. Les programmes qui viennent en aide aux populations vulnérables manquent d'efficacité car ils ne profitent pas toujours à ces populations. Ainsi, les auteurs concluent sur l'importance d'améliorer le ciblage dans les politiques publiques et de prendre en compte de manière systématique la question du genre dans l'élaboration de ces politiques.

Le deuxième chapitre présente l'étude ayant porté sur le cas sénégalais et réalisée par les chercheur(e)s du LAPD-UCAD, Assane Beye, Khady Yama Sarr, Abdou Khadre Dieng et Mohamed Ben Omar Ndiaye. Combinant des données quantitatives et qualitatives collectées auprès des Unités de Production Informel (UPI) de la région de Dakar, les chercheur(e)s montrent que les mesures d'endiguement ont eu un effet négatif différencié selon le secteur d'activité des UPI. De manière globale, près de 62 % des UPI déclarent avoir perdu leurs clientèles. Les mesures de riposte contre la propagation ont également aggravé les problèmes d'approvisionnement et le manque de liquidité. Les stratégies

3. Les actes de la conférence sont publiés sur le site https://ceid2023.ucad.sn/actes_ceid.

4. Ohnsorge, F. 2022. *The Long Shadow of Informality: Challenges and Policies*. © World Bank, Washington, DC.

adoptées par les UPI pour s'adapter à la crise étaient la diversification de leurs offres de produit, le renforcement de la proximité avec la clientèle et la réduction de leurs charges.

Le troisième chapitre rédigé par Jaurès Amegnaglo, Armel Nonvide, Augustin Chabossou, Alastair Alinsato et Boris Lokonon, présente le cas des entreprises des deux communes de Cotonou et Abomey-Calavi au Bénin. Les auteurs ont étudié dans un premier temps les caractéristiques des UPI, puis ont évalué par une analyse économétrique les effets de ces caractéristiques sur la mitigation des effets négatifs de la pandémie. Il ressort de cette étude que près de 45 % des UPI ont enregistré une baisse de vente bien que 25 % déclarent avoir augmenté leurs ventes. Les principaux facteurs influençant le choix d'une stratégie d'adaptation sont l'âge de l'entreprise, le sexe, le niveau d'éducation du dirigeant de même que le fait d'avoir été en contact avec une personne contaminée par la Covid-19. Les stratégies adoptées par les entreprises étaient essentiellement la prospection de nouveaux clients et l'innovation dans leurs activités telles que la vente en ligne, la livraison ou le télétravail.

Dans le chapitre suivant, Marie Thérèse Um-Nguem et Albin Bend préfèrent faire leur analyse à travers les théories de l'Effectuation et de l'acteur stratégique. En utilisant des données qualitatives et quantitatives recueillies auprès d'UPI de trois régions du Cameroun, les auteurs concluent que le secteur informel est inclusif au regard de l'hétérogénéité des promoteurs/dirigeants des UPI. Pendant la période de la pandémie, près de 62 % des UPI ont déclaré avoir perdu des clients, 40 % ont perdu des fournisseurs et 47% ont connu une baisse des ventes. Malgré le grand nombre de politiques d'accompagnement des entreprises mises en place par le gouvernement pendant la période, moins 1 % des UPI enquêtées ont déclaré en avoir bénéficié. Les auteurs expliquent ces résultats par l'inadaptation de l'intervention gouvernementale qui est plutôt orientée vers une formalisation des UPI.

Dans le cinquième chapitre, Fouzi Mourji et Lucie Sabin s'intéressent à la qualité des emplois au Maroc et aux politiques visant la formalisation des entreprises informelles. Ils ont constaté une disparité de qualité entre les emplois du secteur informel et formel, et identifié des facteurs qui affectent cette qualité l'âge et le niveau d'éducation. Des études qualitatives complémentaires ont mis en évidence la grande diversité du secteur informel, une réalité qu'il faudrait prendre en compte lors de l'élaboration de politiques visant à améliorer la qualité de l'emploi et à favoriser la formalisation. Les auteurs ont formulé des recommandations dont le renforcement des contrôles pour protéger les droits des travailleurs dans le secteur formel et la sensibilisation des autorités locales pour mieux soutenir les petites unités de production. Les politiques, qui renforcent la protection sociale et facilitent la transition progressive des entreprises informelles vers la formalité, auront un impact positif sur les conditions de travail et contribueront au développement économique inclusif et durable.

La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse à la résilience de l'Afrique face aux chocs tels que la pandémie. L'analyse des facteurs explicatifs de la résilience du secteur productif face au choc économique engendré par les mesures de ripostes contre la Covid-19 y est faite. Cette partie se démarque de la précédente par la prise en compte de la spécificité des différents contextes africains grâce à des données collectées dans plusieurs pays à la fois.

Le sixième chapitre (premier de cette partie) analyse la résilience des firmes dans huit pays africains. Les chercheurs Pokou Edouard Abou, Sylvain Kouassi, Antoine N'gratier et Clément Kouadio Kouakou ont procédé à une analyse économétrique afin d'isoler les facteurs explicatifs de l'évolution de l'emploi des firmes et des stratégies disponibles auxquelles elles auraient pu avoir recours. Ils ont conclu que le développement de services de ventes en ligne a permis aux firmes d'être résilientes. Ils ont trouvé également un effet positif des politiques gouvernementales de soutien aux entreprises. Le chapitre conclut sur l'importance de l'innovation et de l'intervention des gouvernements pour la survie des entreprises aux chocs exogènes négatifs.

Le septième chapitre utilise une approche macroéconomique afin d'étudier l'effet de la baisse des crédits à l'économie, conséquence de la pandémie de la Covid-19. Les chercheurs Adama Sow Badji, Waoundé Diop, Seydou Nourou Ndiaye et Awa Traoré ont appliqué le multiplicateur de Leontief à la Matrice de comptabilité sociale du Sénégal de 2017 pour simuler à la fois les effets directs et indirects de la baisse d'investissement et de crédit à l'économie. Leurs résultats ont permis de conclure que la baisse de crédit à l'économie a eu des effets négatifs sur la demande intérieure, extérieure ainsi que sur le revenu des agents. Les auteurs évaluent que la baisse de revenu des entreprises serait 10 % si l'investissement privé devait baisser et 40 % si l'État diffère son investissement orienté vers les secteurs prioritaires.

Le chapitre 8 s'interroge plutôt sur les facteurs explicatifs de l'efficacité des politiques de riposte anti Covid-19 pour un pays. À partir d'un échantillon de 212 pays incluant 54 pays africains, les chercheurs Alain Babatoundé et Symphorien Zogbassé ont essayé d'identifier les facteurs explicatifs de l'évolution du nombre de cas déclarés et le taux de décès. Les auteurs concluent que l'importance des dépenses de santé avant la pandémie, la gouvernance ainsi que le PIB par habitant sont associés à l'expansion de la pandémie. Ces résultats ne sont cependant pas valides pour les pays africains remettant en cause l'efficacité des politiques de riposte pour ces pays.

Le dernier chapitre de la deuxième partie se focalise sur le Bénin pour analyser l'adoption de stratégies d'adaptation à la Covid-19 et l'effet du genre dans le choix de la stratégie. À partir des données d'un échantillon représentatif du secteur informel au Bénin, les auteurs Ahoéfa Améyo Amenoudji, Assane Beye et Kwami Ossadzifo Wonyra ont conclu que les caractéristiques des dirigeants de même que celles des entreprises restent importantes dans le choix de stratégies d'adaptation à la pandémie. Les entreprises dirigées par les femmes ont tendance à privilégier certaines stratégies comme la diversification des produits comparativement aux entreprises dirigées par des hommes. Les résultats montrent également que les effets de la scolarité, du statut matrimonial ainsi que l'occupation sur le choix de la stratégie diffèrent selon le genre.

La troisième partie du présent ouvrage est consacrée au cas particulier des femmes du secteur informel pendant la période de la pandémie. Elle présente les caractéristiques du tissu entrepreneurial féminin, évalue l'effet de la riposte contre la Covid-19 sur ce dernier ainsi que l'effet du leadership féminin dans la mitigation de cet effet. De manière générale, les restrictions résultant des mesures de riposte contre la Covid-19 ont impacté durement les secteurs d'activités dans lesquels opèrent les femmes. Cet effet négatif est souvent aggravé par les difficultés supplémentaires que crée la nature informelle de leur

entreprise notamment l'inclusion financière, le manque de formation et les difficultés d'accès à l'information.

Le chapitre 10, rédigé par Yvette Onibon Doubogan et Boni Florent Tasso, analyse la dimension genre dans les quatre rapports réalisés dans le cadre du projet UCAD-CRDI (voir chapitre 1). Plus précisément, le chapitre adopte une perspective de genre pour examiner l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les activités économiques informelles au Bénin, au Cameroun, au Sénégal et au Maroc. Les auteurs ont mis en évidence les disparités entre hommes et femmes causées par la Covid-19, exacerbant ainsi les inégalités de genre dans le secteur informel. Afin d'orienter de manière plus efficace les politiques publiques de soutien à ce secteur pendant la pandémie, ils suggèrent d'adopter une approche de genre transformatrice.

Dans le onzième chapitre, Asta Gueye a étudié l'entrepreneuriat féminin sénégalais dans le contexte de la Covid-19. L'auteure évalue à près de 22 % la proportion d'entreprises de femmes ayant fait face à un arrêt temporaire ou définitif de leurs activités de production. Elle a conclu sur la nécessité et la pertinence de la mise en place de programmes d'accompagnement qui visent à améliorer la résilience des femmes entrepreneures en facilitant leur accès au savoir ainsi qu'au crédit.

Également sur le Sénégal, le chapitre 12 va plus loin en utilisant une analyse économétrique pour isoler les facteurs explicatifs du choix des stratégies d'adaptation par les entreprises tout en prenant en compte la dimension genre. Les chercheurs Ndèye Téning Ndiaye, Fatima Zahra Madhat et Abou Kane trouvent que le leadership féminin exerce bien une influence sur les stratégies adoptées pendant la période de crise. Les femmes leaders ont plus tendance à se tourner vers des stratégies telles que la diversification des produits, la réduction des charges ainsi que le renforcement de la proximité avec la clientèle.

Le chapitre 13 aborde de manière plus générale la notion de leadership féminin dans le contexte de la République démocratique du Congo. L'objectif est d'analyser la présence des femmes dans les postes hiérarchiques, leurs modes d'intervention, les obstacles qui ralentissent leur progression, les solutions stratégiques mobilisées et leur implication sur les entreprises. L'auteure Nosta Mukirania Kahambu est arrivée à la conclusion que l'accès aux postes décisionnels reste difficile pour les femmes à cause de la persistance des normes traditionnelles et des stéréotypes tels que la masculinité et la féminité « naturelles ». Les stratégies utilisées par les femmes leaders dans leurs interventions reflètent les trois styles du leadership féminin que sont la motivation et la communication, la participation ainsi que la coopération.

La quatrième partie de l'ouvrage s'intéresse à l'employabilité des jeunes. La population africaine est la plus jeune au monde, mais beaucoup de jeunes du continent – notamment les jeunes femmes – n'ont accès ni à la formation ni à l'emploi. Le développement des compétences, l'amélioration de l'employabilité des jeunes et l'élimination des inégalités entre les sexes restent donc des priorités pour le continent.

Afin d'améliorer l'employabilité des jeunes, l'État de Côte d'Ivoire avec le soutien de la banque mondiale a mis en place le Projet Emploi Jeunes et Développement des Compétences (PEJEDEC). Les deux premiers chapitres de cette partie s'intéressent à l'évaluation du programme « Mise en stage » de ce projet pour les bénéficiaires.

Le quatorzième chapitre préparé par Akrassi Kouame, Kouadio Kouakou et Andoh Yapo a pour objectif premier d'évaluer l'efficacité du programme en question. Il s'agit ensuite de vérifier comment cette efficacité est impactée par la perception que les bénéficiaires auraient du fonctionnement du programme. Il ressort de l'étude que le programme a eu un effet positif sur la probabilité de trouver un emploi chez les bénéficiaires. Toutefois, ces derniers font face à un risque plus élevé de finir dans une situation de sous-emploi, questionnant ainsi la qualité des emplois obtenus. On retient que pour les bénéficiaires percevant un problème de transparence dans le fonctionnement du programme, les chances d'être employé augmentent de trois points de moins relativement aux autres bénéficiaires. Les auteurs concluent sur l'importance de la perception des bénéficiaires sur l'efficacité du programme et recommandent au gouvernement d'œuvrer à garantir la transparence dans la sélection des bénéficiaires pour améliorer l'efficacité du programme.

Le chapitre 15 analyse pour sa part l'effet du même programme « Mise en stage » sur la durée du chômage des jeunes. En utilisant un modèle de durée, les chercheurs Kouadio Kouakou, Gnépa Holo et Monnet Gbakou, trouvent que les bénéficiaires du programme connaissent une période de chômage plus courte que les non bénéficiaires. Cet effet positif varie cependant en fonction des caractéristiques sociodémographiques telles que l'âge, le niveau de scolarité, la situation matrimoniale et le sexe des individus.

Le chapitre 16 se singularise des autres chapitres de cette partie en utilisant une approche macroéconomique. À l'aide d'un panel de 48 pays africains, les chercheurs Bingainkiya Nantob et Goumboundi Tankpan ont cherché à établir le lien entre la gouvernance des États, la croissance économique et l'employabilité des jeunes. Leurs résultats montrent qu'en contrôlant pour les caractéristiques des pays, l'emploi des jeunes affecte positivement la croissance économique. Cet effet est renforcé par une bonne gouvernance.

La cinquième et dernière partie de cet ouvrage aborde les questions de la fiscalité et du numérique. La fiscalisation du secteur informel reste un enjeu de taille étant donné la difficulté des gouvernements à le réglementer. Sa fiscalisation pourrait être bénéfique pour les finances et les services publics au regard du dynamisme et de la contribution à l'économie de ce secteur.

Vu l'inadaptation des modèles actuels au secteur informel, les chercheurs Boniface Fouda et Claude Aline Zobo proposent, dans le chapitre 17, un modèle du Partenaire Fiscal Intégré (PFI). Les simulations effectuées avec ce modèle sur les données récoltées dans les régions d'intenses activités économiques montrent que l'État camerounais pourrait percevoir en plus l'équivalent de 10 % de ses recettes fiscales de 2018. Les auteurs encouragent l'application de ce modèle dans l'ensemble des pays africains puisqu'il n'impose pas un lourd fardeau aux opérateurs et permettra une d'augmenter les recettes publiques.

Le chapitre 18 étudie l'évasion fiscale des entreprises du secteur informel dans le contexte de la Covid-19 au Sénégal. À l'aide de données recueillies en 2022 auprès des UPI de Dakar, les auteurs Moctar Gassama et Fatima Zahra Madhat ont analysé les déterminants de l'évasion fiscale pendant la pandémie de Covid-19. Il ressort de cette analyse que les seuls facteurs significatifs sont le bénéfice annuel l'entreprise, le local de production et surtout la perception de l'UPI vis-à-vis du paiement l'impôt. Les auteurs concluent sur la pertinence et l'importance pour l'État sénégalais de garantir la transparence fiscale à travers l'accès à l'information.

Le dernier chapitre de l'ouvrage s'intéresse au numérique et à l'inclusion financière. Il analyse l'effet de l'utilisation du mobile money sur le bien-être des ménages. En utilisant les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages au Togo de 2018, les chercheurs Pikabe Doni, Abdou Khadre Dieng et Mawuli Couchoro ont mesuré l'effet de l'utilisation du mobile money sur les dépenses totales des ménages ainsi que l'indice de bien-être. Leurs résultats montrent un effet positif de l'utilisation du service sur le bien-être des ménages togolais pour tous les quantiles de la distribution des revenus. Les auteurs concluent sur l'importance d'assurer l'accessibilité de ces services étant donné qu'ils permettraient l'inclusion financière des ménages à faible revenu.